

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HYDRO RENOVATION

2 bis rue Le Verrier
17440 Aytré

Références : 0007203130/2026/179
Code AIOT : 0007203130

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement HYDRO RENOVATION implanté 2 bis rue Le Verrier 17440 Aytré. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre de l'action régionale produits chimiques au titre de l'année 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HYDRO RENOVATION
- 2 bis rue Le Verrier 17440 Aytré
- Code AIOT : 0007203130
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société HYDRO RENOVATION fait partie du groupe Chabas & Besson. Elle est spécialisée dans la réparation de composants hydrauliques tels que les pompes, les moteurs ou les distributeurs. Elle a été créée dans les années 1970 à La Rochelle. Elle emploie une vingtaine de salariés.

La société exploite des activités mécaniques et de traitements de surfaces sur la commune d'Aytré (17), réglementées par un arrêté préfectoral du 15 mai 2001. Elle dispose notamment pour son activité de traitement électrolytique des métaux d'une cuve de chromage dur utilisée pour recharger les pièces usées (pistons,...) qui est classée sous la rubrique n° 2565 (régime de l'enregistrement).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande d'action corrective	1 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	Demande d'action corrective	1 mois
5	État des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle réalisé a permis de mettre en évidence globalement le respect des dispositions réglementaires liées à la mise en œuvre des produits chimiques contrôlés, avec un point de vigilance sur la nécessité de mettre à jour certaines fiches de données de sécurité (FDS) dont la révision est antérieure à 2020 et de compléter, par un affichage clairement lisible, l'identification des produits utilisés sur le site, avec les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.

L'exploitant doit également s'assurer que l'ensemble des stockages de produits chimiques disposant d'une rétention commune sont bien compatibles en eux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">- Article 31 : Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.- Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : <p>L'exploitant assure la gestion des fiches de données de sécurité (FDS) des produits chimiques concernés par les activités du site d'Aytré sur format informatique.</p> <p>L'exploitant n'a eu aucune difficulté à fournir les FDS demandées par l'inspection et notamment concernant les produits utilisés pour le nettoyage, dégraissage des pièces métalliques qui ont les références suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Solvant de nettoyage : ORASOLV B60 – 571 ;- Solvant de dégraissage : ESSENCE F-5 % (100/160) EXO TIPP ; <p>Selon l'exploitant, ces FDS sont également accessibles au niveau des ateliers utilisant ces produits.</p> <p>Il a été constaté sur plusieurs FDS consultées, dont celle du Solvant de nettoyage ORASOLV B60 - 571, une date de révision antérieure à 2020 (date de révision indiquée 10/08/2017) nécessitant une actualisation de celles-ci.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant renforce le suivi des fiches de données de sécurité et se procure auprès de ses fournisseurs ou des fabricants les FDS actualisées, pour celles dont la date révision est antérieure à 2020.</p> <p>Une version simplifiée pourrait utilement être affichée au niveau des différents postes utilisant ces produits (en cours) en reprenant les consignes sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Danger (affichage signalisation),- Risque (affichage signalisation),- Interdiction,- Port des EPI,- consignes en cas d'incendie,- Premiers secours,- consignes en cas de dispersion accidentelle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : La visite sur le terrain a permis de constater la mise en œuvre des prescriptions des deux FDS consultées sur les points suivants : <u>Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie :</u> 5.1 : moyens d'extinction : présence au niveau de l'armoire de stockage dédiée à ces produits d'un extincteur à poudre chimique ABC 9 kg (dernière vérification annuelle réalisée en juillet 2025). Des extincteurs à poudre ABC sont également présents au niveau des postes de travail utilisant ces produits. <u>Rubrique 7 : Manipulation et stockage :</u> 7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités : Les produits sont conditionnés en bidons de 200 litres. Ils sont stockés au sein d'une armoire extérieure compatible (bac en polyéthylène avec caillebotis PE amovible, carénage en acier galvanisé peint et ouïes de ventilation sur chaque côté) dédiée uniquement au stockage de ces 2 produits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. [...]

Constats : La rétention de l'armoire de stockage dédiée au stockage de ces 2 produits est compatible avec ce type de produit, avec un volume de 1140 litres selon la fiche technique du constructeur présentée lors de la visite (présence de 1 bidons de 200 litres pour chaque produit soit 400 litres au total).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'installation de traitement de surface concernée et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mélanger (cyanure et acide, hypochlorite et acide, bisulfite et acide, acide et base très concentrés, etc.). [...]
Constats : Comme indiqué dans les points précédents, l'armoire de stockage extérieure des produits de nettoyage/dégraissage est affectée uniquement à ces deux types de produits utilisés sur le site. Toutefois, dans l'atelier « Vérins », il a été constaté une zone de stockage de différents produits chimiques en petits contenants (bidons de 5 kg maximum) associés à une rétention commune. Cette zone de stockage comportait également du stockage de matériel divers non appropriés (emballages vides, tuyaux, cartons...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant supprime le matériel non approprié au niveau de la zone de stockage de produits chimiques située dans l'atelier « Vérins » et s'assure que l'ensemble des produits stockés dans cette zone (associés à la même rétention) sont compatibles en eux. Dans le cas contraire, il met en place d'autres zones de stockage pour les produits incompatibles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : État des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des substances ou mélanges dangereux détenus.</p> <p>Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>[...]</p> <p>Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances ou mélanges dangereux et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances ou mélanges dangereux.</p> <p>***</p> <p>Article 8.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mai 2001 :</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ses parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas eu de difficulté à fournir un état des stocks des produits concernés (mis à jour le 27 février 2026).</p> <p>L'état des stockages des deux produits fournis par l'exploitant était le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Solvant de nettoyage « ORASOLV B60 - 571 » : 200 litres- Solvant de dégraissage « ESSENCE F-5 % (100/160) EXO TIPP » : 200 litres <p>Le suivi des stockages de produits chimiques est réalisé sous format informatique. Il est disponible à tout instant auprès de personnes responsables et/ou d'astreintes.</p> <p>Selon l'exploitant, une mise à jour de l'état des stocks des produits est réalisée tous les deux mois.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a constaté l'absence d'identification des dangers du solvant de dégraissage « ESSENCE F-5 % (100/160) EXO TIPP » par un affichage au niveau de l'armoire de stockage dédiée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procède à l'affichage en caractères très lisibles du nom des produits, et s'il y a lieu, les symboles de danger liés à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparation chimiques dangereuses.</p> <p>Le volume de la rétention au niveau du stockage de solvants peut être également clairement affiché.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois